



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Mathilde Broquet-Courboillet
mathilde.courboillet@generationlibre.eu
06 45 40 92 35

Paris, le 24 janvier 2019

La Propriété des Data plutôt que la taxe GAFA

La France a décidé de faire cavalier seul et de soumettre au vote de la représentation nationale une « taxe GAFA » sur le chiffre d'affaire réalisé par les géants du numérique. GenerationLibre estime que cette taxe n'est pas à la hauteur des enjeux et propose une solution plus audacieuse : la propriété privée des données personnelles.

Les contours se précisent pour la future « taxe GAFA ». Le ministre de l'économie a annoncé que la taxe toucherait « toutes les entreprises représentant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros au niveau mondial et 25 millions d'euros en France ».

Les plateformes numériques, notamment Google et Facebook, tirent une bonne partie de leurs profits des revenus publicitaires générés par la revente des données personnelles des utilisateurs. Les utilisateurs sont les fournisseurs de la matière première mais n'en voient ni la destination ni la compensation. Derrière l'illusion de la gratuité, ils payent en réalité les services utilisés avec leurs données personnelles.

Pour redonner de la clarté, de la transparence et rééquilibrer le rapport de force entre utilisateurs et plateformes, instaurons la propriété privée des données personnelles. Chacun deviendrait ainsi l'unique propriétaire de ses données et serait en position de contractualiser avec les plateformes.

Plutôt que de céder au vieux réflexe de la taxe, la France et l'Europe ont une occasion rêvée d'être à l'avant garde de la révolution numérique en proposant au reste du monde un modèle innovant, équilibré et respectueux des utilisateurs.

Pour consulter le rapport : [Mes data sont à moi](#)

À PROPOS DE GENERATIONLIBRE

GenerationLibre est un think tank indépendant de tout parti politique. A travers ses publications, GL poursuit trois objectifs : vivre et laisser vivre, pour permettre à chacun de définir ses propres valeurs dans une société ouverte ; briser les rentes, parce que la libre concurrence des échanges comme des idées est le meilleur moyen de contester l'ordre établi ; penser le progrès, pour que les innovations technologiques demeurent au service de l'individu.